



**ARRETE MUNICIPAL  
N°ARR 2026-250**

**ARRETE REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LE STATIONNEMENT SUR L'AVENUE GEORGES POMPIDOU**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L2213-1 et suivants,

**Vu** la loi n°82 213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

**Vu** le code de la route,

**Considérant** qu'une animation « Les jeux en plein air » organisée par la ludothèque doit se dérouler le mardi 7 juillet 2026 de 12h00 à 18h00 sur le parvis de l'hôtel de ville et la place Gérard Nevers,

**Considérant** qu'il y a lieu d'assurer la sécurité publique,

**Considérant** qu'il convient pour le bon déroulement de ces animations, de prendre toutes mesures de sécurité en règlementant le stationnement sur l'avenue Georges Pompidou,

**ARRETE**

**Article 1** : Le stationnement de tous les véhicules sera interdit sur les cinq emplacements situés en zone bleue au droit de l'entrée du parvis de l'hôtel de ville, le mardi 7 juillet 2026 de 11h00 à 19h00.

**Article 2** : La mise en place de la signalisation temporaire de l'ensemble de ces dispositions nécessaires à l'application du présent arrêté sera effectuée par les Services Techniques et sous leur responsabilité.

**Article 3** : En application de l'article R.417-10 du code de la route, tout arrêt ou stationnement gênant prévu par le présent article est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe. En cas de stationnement malgré l'interdiction, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L.325-1 et suivants du Code de la route.

**Article 4** : Le présent arrêté sera publié sur le site de la Ville et inscrit sur le registre des arrêtés municipaux.

**Article 5** : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- Le Directeur Général des Services
- Le Directeur des Services Techniques
- Le Chef de la Police Municipale
- La Commandante de la Brigade de Gendarmerie de Palaiseau

Fait à Villebon-sur-Yvette, le 19 mai 2026

**Le maire**

**Victor DA SILVA**

- Publié pendant deux mois à compter du 26 mai 2026

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux exercé auprès de la Commune et d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles (Article R. 421-1 du Code de la justice administrative) sis 56 avenue de Saint-Cloud 78000 Versailles par voie dématérialisée sur la plateforme « Télérecours ».

Le délai de recours de deux mois court dès sa publication ou sa notification aux intéressés.